

## Une croissance vigoureuse et durable n'est plus envisageable en France

Par Christophe Tavera.

Professeur à la faculté de sciences économiques de Rennes 1.



DR

Régulièrement, les prévisions de croissance économique de la France sont revues à la baisse. Les budgets préparés à partir des recettes attendues sont donc systématiquement faux.

La dette et les déficits publics dérapent inexorablement.

Les réformes de structure, impérativement nécessaires, ne sont jamais proposées !

Les explications avancées sont toujours les mêmes : c'est la faute à la situation internationale, mondiale, européenne, voire aux marchés mondiaux. Bien entendu, ce n'est jamais la faute à l'économie française, qui est supposée toujours aussi valide, efficace et disposée à générer spontanément, voire magiquement une croissance forte et durable si l'environnement international voulait bien s'améliorer !

Il est plus que temps d'ouvrir les yeux ! Sans optimisme ni pessimisme mais avec réalisme, acceptons l'idée que la capacité de la France à produire et à générer de la croissance s'est durablement affaiblie.

Pour évaluer la capacité d'un pays à générer de la croissance, les économistes calculent son taux de croissance potentiel. Cet indicateur évalue le rythme auquel la production du pays peut augmenter de façon stable compte tenu des dotations actuelles et futures du pays en force de travail, en stock de capital et en productivité. Cette technique est adoptée par toutes les équipes gouvernementales dans le monde.

Actuellement, la quasi-totalité des études récentes sur la France mon-

trent que la dernière récession s'est accompagnée d'un recul de l'investissement, d'une augmentation du nombre de faillites d'entreprises ainsi que de délocalisations qui accentuent le mouvement déjà existant de désindustrialisation et conduisent à une réduction des capacités de production nationale. Sur le plan de l'emploi, l'augmentation forte et régulière du chômage, la faiblesse des incitations à sortir du chômage, et la difficulté des entreprises à dégager les marges de profitabilité justifiant la création d'emplois

« Proposer les réformes nécessaires à une augmentation de la croissance »

stables semblent verrouiller l'emploi dans une situation basse. La démographie et les rigidités du marché du travail n'offrent de ce point de vue aucune possibilité d'embellie.

Enfin, sur le plan du savoir-faire et des innovations, la France est caractérisée par un rythme de progrès technique très lent depuis les années 2008 et des gains de productivité très faibles depuis 2011.

Du fait de ces évolutions, la croissance potentielle de la France qui avait déjà significativement reculé depuis les années quatre-vingt est actuellement au pire de 0,4 % par an et au mieux de 0,8 % par an. Et ces résultats dépendent de réalités structurelles nationales indéformables rapidement !

Il est donc temps de prendre conscience des réalités afin de réaliser des prévisions de croissance pertinentes et si possible de proposer les réformes nécessaires à une augmentation de la croissance potentielle du pays. Des réformes que certains pays tels que l'Allemagne ont déjà en partie adoptées en matière de jours fériés, de durée légale du travail, de charges sociales écrasantes pour les entreprises, seuils sociaux, travail du dimanche, de concurrence dans le secteur des services, etc.